

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix - Travail - Patrie MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE SECRETARIAT GENERAL Unité de Coordination des Subventions du Fonds Mondial et des Partenaires de la Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme Comité National de Lutte contre le SIDA Groupe Technique Central Secrétariat Permanent		REPUBLIC OF CAMEROON Peace - Work - Fatherland MINISTRY OF PUBLIC HEALTH GENERAL SECRETARIAT Coordination Unit of Global Funds and Partners Grants for Fight against Aids, Tuberculosis and Malaria National AIDS Control Committee Central Technical Group Permanent Secretariat
---	---	---

N° 3 230/ 22/AMI/MINSANTE/SG/UCS/CNLS/GTC/SP/SPA/CUACH

Yaoundé, le 22 JUL 2026

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

**UN APPEL A CANDIDATURE EST LANCE POUR LE RECRUTEMENT
D'UN CONSULTANT NATIONAL POUR LA REALISATION DE LA
CARTOGRAPHIE DES POSSIBILITES DE FINANCEMENT ET
L'ELABORATION DU PLAN DE SUIVI ET D'EVALUATION DES
CONTRIBUTIONS DU SECTEUR PRIVE AU FINANCEMENT DE LA
SANTE.**

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

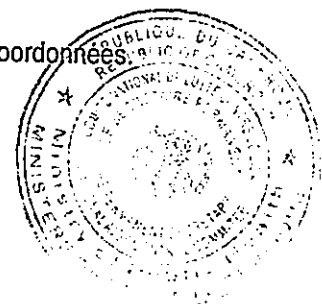
1.1. État des lieux : Un partenariat public-privé au cœur de la résilience

Le système de santé camerounais repose sur un partenariat public-privé dynamique où le secteur privé assure une part substantielle de l'offre de soins nationale. Si la prévalence globale du VIH/SIDA a reculé (passant de 4,3 % en 2011 à 2,6% en 2025 selon CAMPHIA 25-26), l'épidémie reste une menace pour la productivité nationale. Le Plan Stratégique National (PSN) 2024-2030 souligne la vulnérabilité critique des pôles économiques (BTP, agro-industries, mines), où les taux de séropositivité atteignent parfois le triple de la moyenne nationale (jusqu'à 7,8 % dans l'agroalimentaire).

1.2. Le secteur privé : Un levier de financement sous-exploité

Dans le cadre de la subvention GC7 (2024-2026), le Gouvernement a placé le secteur privé au centre de sa stratégie. Si de nombreuses entreprises financent déjà des prestations de santé pour leurs employés et les populations riveraines, cet engagement financier souffre de trois limites majeures :

- **Fragmentation** : Les ressources mobilisées sont éparpillées et non coordonnées.



- Invisibilité statistique : Les contributions financières du privé à la riposte nationale ne sont ni tracées, ni valorisées dans les comptes nationaux de la santé.
- Absence de pilotage : Le manque de données fiables empêche d'évaluer l'efficacité de ces investissements et de créer des synergies avec les fonds publics.

1.3. Urgence stratégique et impératif de durabilité

La riposte contre le VIH au Cameroun traverse une période charnière, marquée par le désengagement de certains financements internationaux. Cette situation impose une transition vers des mécanismes de financement autonomes. La pérennisation de la riposte ne dépend plus seulement de la disponibilité des soins, mais de la capacité du pays à monitorer et à optimiser chaque franc investi, qu'il soit public ou privé.

1.4. Justification de la mission : Mesurer pour piloter

On ne peut piloter efficacement ce que l'on ne mesure pas. Pour opérationnaliser le plan de durabilité de la santé, il est impératif de disposer d'une visibilité exhaustive sur les flux financiers du secteur privé. C'est dans cette optique que s'inscrit le recrutement d'un Consultant National.

II- Profil du consultant

1- Qualifications académiques

- Être titulaire d'au moins un **Diplôme supérieur (Bac + 5 minimum)** en économie de la santé, finances, management, ou tout autre domaine connexe des sciences sociales ;
- Avoir une certification complémentaire en Partenariat public-Privé (PPP) ou en ingénierie financière serait un atout ;
- Avoir une maîtrise avérée de l'économie de la santé et des mécanismes de financement (RSE Partenariat Public Privé)
- Avoir une expérience de travail avec le secteur privé camerounais et les programmes de santé publique (VIH/Sida, Paludisme, Tuberculose).
- Avoir une Capacité à manipuler des données financières complexes et à produire des outils de S&E (tableaux de bord).

2- Expériences professionnelles et expertise

- Analyse du secteur privé : Justifier d'au moins sept (07) ans d'expérience dans l'audit ou l'analyse des entreprises au Cameroun (PME, Grandes Entreprises, Secteur Industriel).
- Financements Innovants : Démontrer une expérience pratique dans la mise en œuvre ou l'étude de mécanismes de financement tels que la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), le mécénat, les fonds de solidarité ou les assurances privées.
- Connaissance Institutionnelle : Maîtrise approfondie des politiques de santé publique camerounaises, notamment le cadre de la Couverture Santé Universelle (CSU) et le Plan Stratégique National (PSN) de lutte contre le VIH, la Tuberculose et le Paludisme.

3- Compétences Techniques (Hard Skills)

- Analyse Financière et Fiscale : Capacité à analyser les bilans sociaux des entreprises et à identifier les niches fiscales incitatives pour l'investissement dans la santé.
- Études de Marché : Maîtrise des techniques d'échantillonnage et de conduite d'entretiens de haut niveau avec les Directeurs Généraux et les organisations patronales (GECAM,).
- Capacité de Rédaction : Aptitude à transformer des données économiques complexes en documents de plaidoyer stratégique pour les décideurs publics.

4- Aptitudes Relationnelles (Soft Skills)

- Capacité de Plaidoyer : Forte aptitude à convaincre les leaders d'opinion du secteur privé de l'intérêt d'investir dans la santé.
- Réseautage (Networking) : Possession d'un carnet d'adresses ou d'un réseau solide au sein des milieux d'affaires camerounais.
- Bilinguisme : Excellente maîtrise du français et de l'anglais, indispensable pour interagir avec les entreprises installées dans les différentes régions du pays.

III- Composition du dossier

Les candidats intéressés sont invités à soumettre :

1. Une proposition technique détaillant la méthodologie proposée, l'expérience similaire, les qualifications du consultant, une bonne compréhension des Termes de Références



2. Une proposition financière détaillée
3. Un CV détaillé du consultant
4. Des exemples de travaux similaires réalisés précédemment
5. Les références (03) professionnelles

I. Critères d'évaluation

- **Technique (70%) :**
 - Méthodologie proposée (25%)
 - Travaux similaires (20%)
 - Qualifications du consultant (25%)
- **Financier (30%) : Rapport qualité-prix**

II. Durée et modalités d'exécution

La mission est prévue pour une durée de 45 jours calendaire à compter de la signature du contrat.

III. Missions

1. Dresser un état des lieux précis des acteurs privés (entreprises, fondations, assurances, banques), de leurs capacités contributives et des mécanismes de financement existants ou potentiels (RSE, partenariats public-privé, philanthropie).
2. Élaborer un plan de Suivi et Évaluation robuste permettant de mesurer en temps réel les flux financiers du secteur privé vers la santé et d'évaluer leur contribution réelle aux indicateurs de santé publique du pays.
3. Recenser les entreprises ayant un potentiel de contribution ou finançant déjà des services de santé.
4. Estimer le volume financier actuel investi par le secteur privé (prestations directes, assurances maladie, RSE) dans la lutte contre le VIH et la santé globale.
5. Identifier les barrières et les leviers (incitations fiscales, partenariats) pour accroître la participation du privé.

6. Développer le cadre de S&E : Concevoir un système d'indicateurs permettant de suivre annuellement l'évolution de ces contributions privées.
7. Proposer une feuille de route : Définir les modalités d'intégration de ces données dans les Comptes Nationaux de la Santé (CNS).

IV. Livrables

Phase	Livrables	Description succincte
Cadrage	Rapport de démarrage	Note méthodologique, outils de collecte de données et chronogramme validés.
Cartographie	Annuaire et Atlas des financements	Base de données (Excel/SIG) répertoriant les acteurs, leurs zones d'intervention et leurs volumes de financement.
Diagnostic	Rapport d'analyse financière	Document analysant les gaps de financement et les opportunités de mobilisation de ressources domestiques.
S&E	Manuel de Suivi & Évaluation	Guide pratique incluant les indicateurs clés (KPI), les fiches de collecte et le circuit de l'information financière.
Clôture	Rapport final et Feuille de route	Synthèse des recommandations stratégiques

V. Rapport de mission

- Un compte rendu de mission pour le consultant devra être remis dans un délai de 10 jours après la fin de la mission.
- Langue du rapport : français ou anglais.

VI. Soumission des candidatures

Les dossiers de candidature devront être déposés physiquement contre décharge au plus-tard le 31/07/2026 à l'Unité Achat du Comité National de Lutte contre SIDA.

NB : 1) Toute candidature ne respectant pas le profil demandé ne sera pas retenue. Il en sera de même pour tous les dossiers incomplets.

- 2) Aucun candidat ne peut postuler pour plusieurs postes de consultant.

